



1 - Actualité nationale et internationale

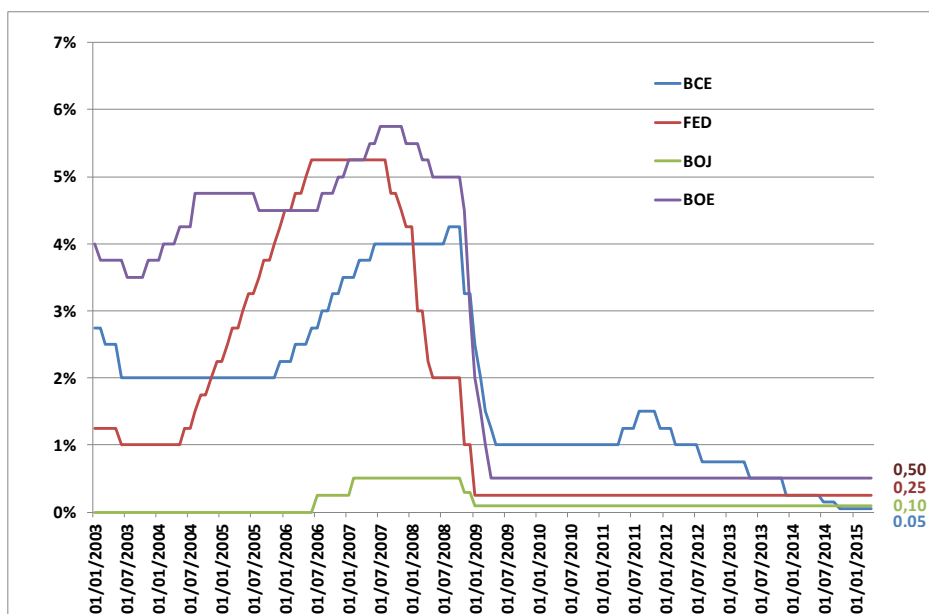
BCE : taux inchangés et mesures non conventionnelles de politique monétaire Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France

Dans sa lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée le 4 mai 2015 au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France estime que « l'économie française va mieux » mais que « fondamentalement, (elle) ne va pas assez bien ». Il explique que « la croissance potentielle reste anormalement faible et la croissance effective insuffisante pour ramener l'économie à un niveau plus proche du plein emploi » et plaide pour une accélération des réformes dans un contexte conjoncturel favorable, dû notamment à la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro favorable : « La baisse des prix du pétrole, qui soutient le pouvoir d'achat, et la dépréciation de l'euro, qui favorise les exportations, pourraient apporter un demi-point de croissance sur chacune des années 2015 et 2016 ». Christian Noyer souligne aussi qu'« à près de 57 % du PIB, les dépenses publiques françaises sont désormais les plus élevées de tous les grands pays développés ». Des « transformations profondes sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des politiques, voire des institutions publiques ». Et de citer en exemple « la situation des régimes de retraite » qu'il convient de mettre à l'équilibre afin que cette « dette sociale » ne soit pas « transférée aux générations futures », ou bien la réforme de l'organisation territoriale qui par un « empilement de structures (...) nuit à l'efficacité et à la responsabilité de l'action publique et engendre des surcoûts ». Il constate par ailleurs « un coût du travail trop dynamique » qui conduit « à la dégradation de la compétitivité hors coûts » et appelle à une remise à plat des règles de revalorisation du Smic. Le gouverneur souligne également que le mécanisme de diffusion de la baisse des taux est en partie entravé, en France, par la rigidité des taux de l'épargne réglementée, dont le niveau élevé constitue une anomalie unique dans la zone euro. « La réticence à les ajuster équivaut à contrarier les effets positifs de la politique monétaire », estime-t-il.

Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2014/Rapport-annuel-2014-lettre-introductive-version-fr.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 509 800 en France métropolitaine fin mars 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin février 2015 (+0,4 %, soit +15 400). Sur un an, il croît de 4,9 %.

Europe : stabilité du chômage en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,7 % de mars 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,4 % de mars 2014. Eurostat estime qu'en mars 2015, 23,748 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,105 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 36 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2014, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 679 000 dans la zone euro. Parmi les États de l'UE 28, le taux de chômage le plus faible en mars 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,7 % en janvier 2015) et en Espagne (23,0 %).

Inflation

Zone euro : hausse de l'inflation à 0,0 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en avril 2015, en hausse par rapport au mois de mars où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services (0,9 %, contre 1,0 % en mars) et l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,9%, contre 0,6 % en mars) devraient connaître les taux annuels les plus élevés en avril, suivis des biens industriels hors énergie (0,1 %, contre 0,0 % en mars) et de l'énergie (-5,8 %, contre -6,0 % en mars).

France : légère augmentation de l'IPC

En avril 2015, les prix à la consommation augmentent légèrement (+0,1 %, après +0,7 % en mars). Sur un an, ils s'accroissent également de 0,1 %, après trois mois consécutifs de baisse (-0,1 % en mars, -0,3 % en février et -0,4 % en janvier).

Surendettement

Diminution des saisines des commissions de surendettement

Le nombre de saisines des commissions de surendettement a diminué de 7,7 % au premier trimestre 2015 par rapport aux trois premiers mois 2014 (57 869 dossiers contre 62 706 dossiers) selon la Banque de France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf

Actualité législative

Arrêté du 6 mai 2015 portant nomination au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=52C055020473B00619AE29109A8CB7A6.tpdila19v_1?cidTexte=JORFTEXT000030561056&categorieLien=id

Décret n° 2015-460 du 22 avril 2015 relatif à la remise de la fiche standardisée d'information mentionnée à l'article L. 312-6-2 du code de la consommation

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799

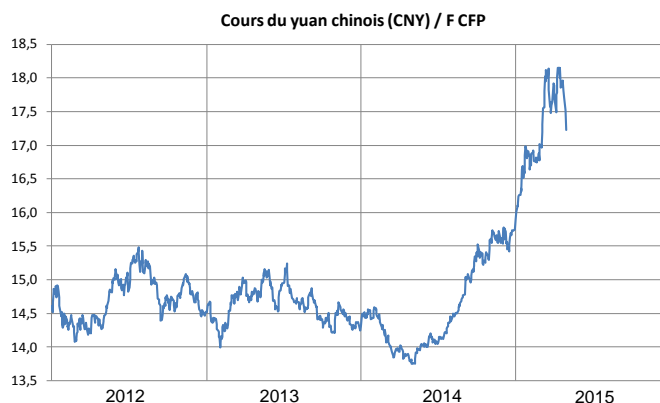
Arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v_1?cidTexte=JORFTEXT000030555752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659

2 – Actualité régionale

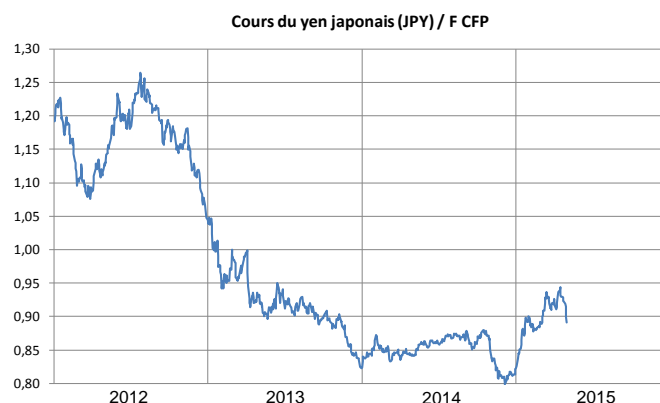
Chine : baisse de taux directeurs

La Banque populaire de Chine (PBOC) a annoncé qu'elle abaissait de 25 points de base ses principaux taux directeurs, à 5,1% pour le taux d'emprunt à un an, et à 2,25% pour le taux de dépôt. Il s'agit de la troisième baisse de taux en moins de six mois, décidée en raison du ralentissement marqué de l'économie.



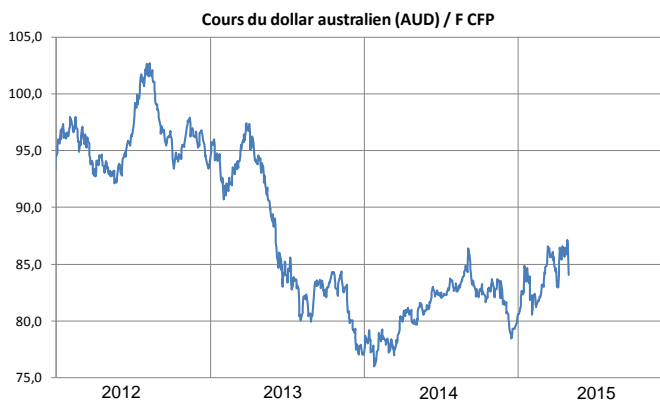
Japon : accélération de la croissance

Le 20 mai, le gouvernement japonais a annoncé que le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent, et de 2,4 % en rythme annuel (après +1,1 % au dernier trimestre 2014). La consommation des ménages, qui représente 60 % du PIB, croît de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année (comme au trimestre précédent), tandis que les dépenses d'investissement augmentent de 0,4 %, pour la première fois depuis un an.



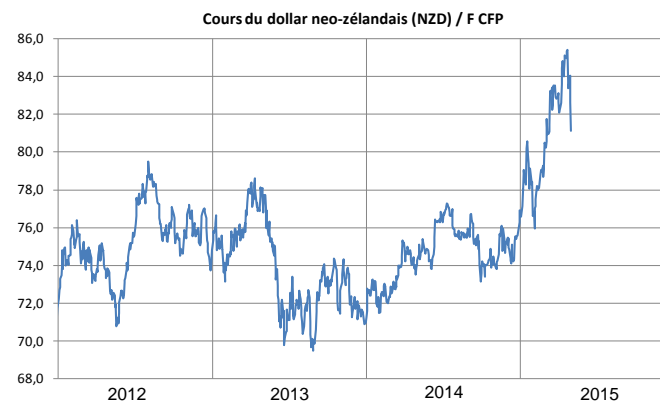
Australie : abaissement du taux directeur

Lors de sa réunion du 5 mai, la Banque centrale d'Australie (RBA) a abaissé son principal taux directeur d'un quart de point à 2,0 %, un nouveau plus bas historique. Cette décision vise à encourager le rebond de la consommation des ménages constaté ces six derniers mois, et à peser sur le cours de la devise jugé trop élevé. Elle intervient dans un contexte de progression des prix modérée (+1,3 % sur un an fin mars 2015, +0,2 % en glissement trimestriel), en conformité avec les objectifs d'inflation fixés par la RBA.



Nouvelle-Zélande : taux directeur inchangé

Lors de sa réunion du 30 avril 2015, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a décidé de laisser inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %, dans un contexte de très faible progression des prix (+0,1 % sur un an au 1er trimestre 2015, -0,3 % en glissement trimestriel).



3 – Brèves économiques locales

Avenir institutionnel : déplacement de M. Claude Bartolone en Nouvelle-Calédonie

M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale, était en déplacement sur le Territoire du 24 au 29 avril 2015, accompagné de MM. Jean-Jacques Urvoas, Président de la commission des Lois, et Philippe Gosselin, vice-président de la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Ils ont rencontré les représentants des formations politiques et les acteurs économiques et sociaux. M. Bartolone s'est adressé aux élus du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, alors que les discussions se poursuivent sur le projet de loi organique relative à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté. La tenue d'un comité des signataires exceptionnel a été annoncée pour le 5 juin par le Premier Ministre afin d'examiner les amendements concernant les modalités d'inscription sur les listes électorales pour le référendum de 2018 apportés au texte par le Congrès calédonien. D'initiative gouvernementale, le texte devra ensuite être examiné par le Sénat français au mois de juin, puis par l'Assemblée Nationale avant la fin du mois de juillet 2015.

Réunion du comité de suivi de l'agenda partagé

Le comité de suivi de l'agenda partagé s'est réuni pour la troisième fois le 30 avril 2015. Des représentants de l'Etat, du gouvernement, des organisations patronales et syndicales et de groupes politiques ont examiné les modalités de mise en œuvre de la feuille de route issue de la conférence économique, sociale et fiscale de 2014, conformément aux orientations esquissées dans le discours de politique générale du président du Gouvernement.

Renouvellement de la composition du Conseil Economique, Social et Environnement (CESE)

La 5^{ème} mandature du CESE (2010-2015) s'est achevée ce mois. Réunis en dernière séance plénière le 7 mai 2015, les membres de l'assemblée du Conseil ont pu dresser un bilan de la mandature écoulée. Les 39 membres de la prochaine mandature devront être désignés prochainement, pour une durée de 5 ans, par les Provinces (28 membres), le Sénat coutumier (2 membres), et le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, après avis des présidents des assemblées de Province (9 membres). Pour rappel, la mission du CESE, en tant qu'institution consultative, est de rendre des avis et de formuler des propositions à destination des décideurs politiques, en matière économique, sociale, culturelle et environnementale.

Modification partielle du code minier

La loi du pays n°2015-3 du 29 avril 2015 est venue modifier l'article 5 de la loi du pays n°2009-6 du 16 avril 2009 relative au code minier de la Nouvelle-Calédonie. Le délai d'autorisation des exploitations en cours, initialement fixé à six ans après entrée en vigueur du code minier de 2009, est prorogé de trois ans. Il prendra ainsi fin en 2018, plutôt qu'en avril 2015 comme prévu initialement.

Nouveaux programmes de recherche sur les technologies du nickel.

Le Centre National de Recherche Technologique (CNRT) « Nickel et son environnement » a annoncé le lancement, en ce début d'année 2015, d'une dizaine de nouveaux projets de recherche relatifs aux technologies du nickel et à l'impact sociétal et environnemental des activités d'extraction et de transformation. Ceux-ci devront permettre à l'horizon 2017 de renforcer l'état des savoirs sur la cartographie des ressources, la toxicité potentielle des métaux, la restauration des sites miniers, mais aussi de mieux connaître le champ professionnel des petites et moyennes entreprises minières. Le CNRT est un groupement d'intérêt public, créé en 2007 dans le but de soutenir la recherche fondamentale et appliquée sur les industries du nickel en Calédonie. Son budget est alimenté à parts égales par l'Etat, le gouvernement, les provinces et les industriels.

Forum d'affaires Australie – Nouvelle-Calédonie

Le 11^{ème} forum des affaires Australie – Nouvelle-Calédonie s'est tenu le 4 mai 2015 pour la première fois à Nouméa. Organisé par le Conseil d'Affaires Australie – Îles du Pacifique (APIBC), il a réuni plus de 85 participants autour de table-rondes consacrées notamment aux relations économiques bilatérales, à l'économie minière et à la mise en place de normes de construction en Nouvelle-Calédonie. A l'invitation des organisateurs, la direction de l'IEOM y a présenté un aperçu des relations économiques liant les deux pays. L'Australie est le 2^{ème} partenaire économique du Territoire, comptant pour 10 % des échanges de biens et 8 % des flux de transactions courantes.

L'IEOM de Nouvelle-Calédonie a publié les études suivantes :

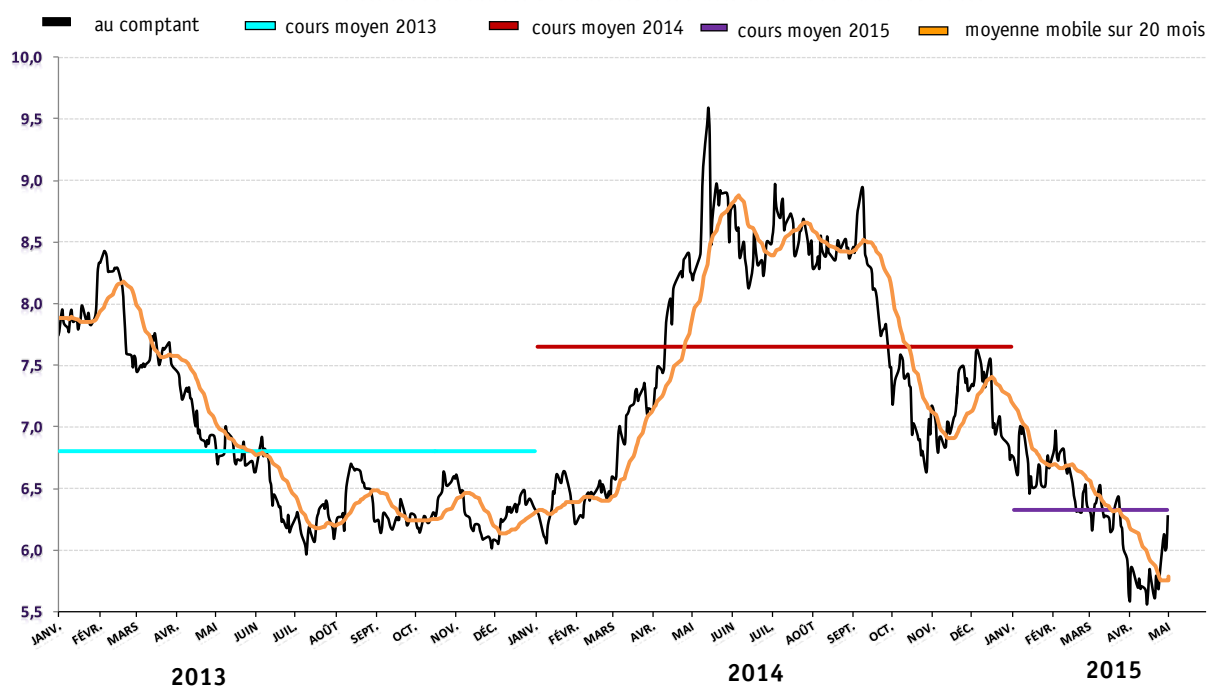
- Note expresse n°154 – New Caledonia's economy in 2014 (synthèse annuelle version anglaise)
- Note expresse n°158 – Premières tendances – 1^{er} trimestre 2015
- À venir en juin 2015 : Rapport annuel 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-15	104,96	-0,3%	0,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-15	7 716	11,2%	1,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-15	13 914	62,3%	2,2%
	cumulées	mars-15	34 376	-	14,9%
Importations	mensuelles	mars-15	20 846	-5,0%	-8,8%
	cumulées	mars-15	68 045	-	-2,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		avr.-15	5,80	-7,0%	-26,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		avr.-15	640	-7,0%	-6,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-15	457	90,3%	2,6%
	cumulées	mars-15	949	-	3,6%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-15	8 894	66,7%	7,1%
	cumulées	mars-15	22 553	-	16,4%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-15	7 745	-10,3%	12,7%
	cumulés	févr.-15	16 377	-	10,9%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	sept.-14	52 328	15,2%	-1,2%
	cumulés	sept.-14	410 552	-	-7,6%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-14	64,6%	+ 10,2 pt	+ 9,3 pts
• Croisiéristes		déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21		avr.-15	101,32	0,05%	-0,08%
• IRL (p)		avr.-15	119,95	0,00%	0,03%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-15	68	141,2%	-23,6%
	cumulées	mars-15	111	-	-21,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-15	103	143,6%	-24,5%
	cumulées	mars-15	168	-	-23,1%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	avr.-15	572	9,0%	16,0%
	cumulées	avr.-15	2 000	-	-3,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	avr	104,6	105,0	0,3%
Entreprises				
nombre d'entreprises (a)	mars	55 907	58 104	3,9%
dont entreprises sans salarié	mars	49 268	51 626	4,8%
créations d'entreprises (p) *	déc	3 541	3 474	-1,9%
cessations d'entreprises (p) *	déc	3 150	3 269	3,8%
liquidations judiciaires	mars	19	29	52,6%
redressements judiciaires	mars	15	10	-33,3%
personnes morales en interdiction bancaire	avr	880	907	3,1%
ventes de ciment (tonnes) *	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes) *	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars	7 904	9 853	24,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	avr	2 824	1 724	-38,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	avr	1 238	1 007	-18,7%
Ménages				
emploi salarié (nb) *	déc	89 613	90 093	0,5%
dont secteur privé *	déc	64 239	64 609	0,6%
dont secteur public *	déc	25 374	25 484	0,4%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 617	7 716	1,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 342	7 329	-0,2%
chômeurs indemnisés	mars	2 482	2 409	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	avr	7 002	6 939	-0,9%
décisions retraits cartes bancaires	avr	1 102	801	-27,3%
incidents paiements sur chèques	avr	10 981	9 481	-13,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	avr	2 062	2 000	-3,0%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	avr	4 866	4 773	-1,9%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 061	8 664	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 857	3 874	0,4%
Echanges				
nombre de touristes	févr	14 773	16 377	10,9%
nombre de croisiéristes *	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	sept	55,0%	55,9%	0,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	6,95	6,33	-8,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	7,88	5,80	-26,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	916	949	3,6%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	3 186	4 768	49,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	19 377	22 553	16,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	25 044	26 635	6,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	142	111	-21,3%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	218	168	-23,1%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	28 448	31 571	11,0%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	95,1%	91,8%	-3,2 pts
total des importations (M FCFP)	mars	69 551	68 045	-2,2%
total des exportations (M FCFP)	mars	29 926	34 376	14,9%
taux de couverture	mars	43,03%	50,52%	7,5 pts
recettes douanières (M FCFP)	mars	11 444	11 513	0,6%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	avr	270 542	313 012	15,7%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	avr	285 693	330 480	15,7%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	avr	399 942	450 137	12,6%
Dépôts à terme	avr	191 363	184 791	-3,4%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	avr	591 305	634 928	7,4%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	avr	3 880	4 557	17,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme *	déc	3,48%	3,74%	0,3 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme *	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers *	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échéancés à la consommation *	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues *	déc	982 019	1 015 371	3,4%
Ménages				
dont crédits à la consommation	déc	409 701	418 471	2,1%
dont crédits à l'habitat	déc	74 536	74 517	0,0%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	déc	83 638	75 075	-10,2%
dont crédits d'investissement	déc	235 173	242 294	3,0%
dont crédits à la construction	déc	117 498	127 084	8,2%
Collectivités locales				
dont d'investissement	déc	71 470	92 643	29,6%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	déc	29 611	29 380	-0,8%
taux de créances douteuses brutes	déc	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers *	déc	715 081	732 505	2,4%
Ménages	déc	376 117	390 389	3,8%
Sociétés	déc	227 682	240 544	5,6%
Autres agents	déc	111 282	101 572	-8,7%
dont assurances-vie	déc	106 818	113 733	6,5%

(a) données actualisées ; (p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE				
taux d'intérêt en fin de mois			taux de base bancaire	
	30/04/2015	30/03/2015	banques métropolitaines	taux date d'effet
				6,60% 15/10/2001
EONIA	-0,0270%	0,0500%		
EURIBOR 1 mois	-0,0400%	-0,0150%		
EURIBOR 3 mois	-0,0050%	0,0190%		
EURIBOR 6 mois	0,0640%	0,0870%		
EURIBOR 12 mois	0,1710%	0,1980%		
taux d'intérêt en moyenne mensuelle			taux d'intérêt légal 2015	
	avr.-15	mars-15	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux JORF
				4,06% 27/12/2014
TMO	0,6600%	0,7600%	autres cas	0,93%
TME	0,4600%	0,5600%		

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/04/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/04/2015	31/03/2015	27/02/2015
taux JJ	0,125%	0,085%	0,150%	nd	nd	nd	0,520%	0,480%	0,520%
3 mois	0,430%	0,325%	0,430%	nd	nd	nd	0,650%	0,770%	0,650%
10 ans emprunts phares	2,100%	1,940%	2,020%	0,340%	0,400%	0,340%	1,870%	1,560%	1,770%

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Prêts-relais	4,73%	Découverts en compte	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,15%	Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,04%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,4037	1 NZD/XPF	81,0292	1 HKD/XPF	13,7281	1 GBP/XPF	164,2105	
100 JPY/XPF	89,5481	1 AUD/XPF	84,2679	1 SGD/XPF	80,5479	100 VUV/XPF	101,3401	1 FJD/XPF	52,0123